

## **Les divagations des griots du président Touadéra.**

Autour de l'affaire Mapenzi, la mafia des médias en Centrafrique entretient les rumeurs scabreuses. Le premier vice-président de l'Assemblée nationale centrafricaine, Jean-Symphorien Mapenzi, est suspecté d'avoir convaincu les scrutateurs du bureau de cette institution de truquer le vote des parlementaires, lors de l'examen de la loi de finances 2020 et la déclaration de politique générale du premier ministre Ngrébada, contre distribution d'enveloppes. Selon le journal qui relaie cette information, l'intéressé aurait avoué ce forfait, enregistré, au cours d'une conversation nouée lors d'un repas entre amis !

Il y a quelques semaines de cela, le second vice-président de cette même assemblée, un certain Aurélien Simplicie Zinguas, s'était déjà illustré en exhibant une enveloppe de 800 000 francs CFA, accusant le président Gon-Baba de la lui avoir remise afin d'acheter le vote de certains députés.

### **1 – La faute à la France, une fois de plus ?**

La pratique des enveloppes est devenue une chose courante en RCA, où la corruption est généralisée. Ce n'est donc une surprise pour personne : le qualificatif d'honorable que s'attribuent nos députés est une usurpation de titre, une autre confiscation de biens publics.

La surprise naît de ce qu'un autre organe de presse, concurrent du premier et support (ou suppôt) de la majorité présidentielle, attribue ces révélations à ... une manœuvre de la France ! Cette dernière, jalouse de la présence de la Russie en Centrafrique, ferait tout pour faire échec à la réélection du président Faustin Archange Touadéra. La France interdirait aux autres pays européens de contribuer au financement des prochaines élections. Bigre !

Pourtant, le Code électoral est clair : il appartient à l'État centrafricain de constituer chaque année les provisions nécessaires destinées au financement des élections.

Qu'ont donc fait les différents gouvernements du président Touadéra depuis mars 2016 ? Que n'ont-ils pas constitué ces réserves pour assurer la réélection de leur champion ?

A l'inverse, si la France refuse de financer les prochains scrutins, et si le gouvernement centrafricain est incapable de réunir les moyens financiers et les conditions matérielles d'une telle organisation, pourquoi la Russie et la Chine, les nouveaux partenaires du président centrafricain, ne se substituent pas à cette défaillance ? La Chine est depuis 2015 la première puissance économique mondiale et la Russie pointe au 7 ou 8ème rang. Elles pourraient largement souscrire un tel investissement.

A condition de ne pas oublier une vérité élémentaire : « la main qui donne est toujours au-dessus de la main qui reçoit » !

En réalité, les organes de presse du pays sont des « médias mafieux », au sens que donne à ce concept l'architecte Yona Friedman (1). Ils sont à l'image du personnel politique centrafricain tel que décrit par Abel Goumba dans ses Mémoires : « Malheureusement, les Centrafricains qui se propulsent depuis quelques temps sur la scène politique (...) sont mus, non par le patriotisme et par le souci des masses laborieuses, mais par appât du gain ». Et de conclure, « Dans ce pays pauvre et misérable, la politique devient un moyen d'existence pour tous ces individus » (2).

### **2 – L'échec d'Abel Goumba et des « Pères de la nation ».**

Dans le volume n° 2 de ses « Mémoires et réflexions politiques », Abel Goumba nous donne à voir la République centrafricaine d'aujourd'hui. Au-delà de sa rivalité légendaire et quasi vénéneuse avec l'ancien président David Dacko, rivalité devenue presque une fixation, son témoignage nous dit que rien n'a changé depuis les années de l'indépendance : la médiocrité du personnel politique, la cupidité des élites intellectuelles, la misère des masses, le retard tragique des populations du pays à faire peuple et à former une nation, tout est à l'encan.

Ces maux et bien d'autres encore étaient, jusqu'à la libération du pays, l'apanage de l'administration coloniale et des représentants locaux des sociétés concessionnaires. Ils perdurent pourtant encore et expliquent aussi, l'échec de celui qui a encouragé et soutenu l'insurrection militaire du général François Bozizé en 2003, puis participé à son premier gouvernement de transition comme premier ministre, Abel Goumba ! C'était ignoré la nature intrinsèque de l'ancien aide de camp du général

Jean-Bedel Bokassa, président à vie puis empereur de Centrafrique (1966-1979), un comploteur compulsif et un kleptocrate avéré.

Vice-président du premier gouvernement oubanguien, au sortir du référendum de septembre 1958 en faveur du Oui à la Communauté française, négociateur malheureux au nom de Barthélemy Boganda de la création d'une République centrafricaine réunissant les quatre territoires de l'Afrique équatoriale française, le Cameroun et le Congo belge en un seul ensemble indépendant, Abel Goumba aura pêché par tous les maux contre lesquels il avait lui-même longtemps prêché.

L'homme à qui Barthélemy Boganda aurait confié, le 26 janvier 1947, « si seulement l'Oubangui avait une centaine de jeunes gens comme vous, son salut serait assuré », n'a pas tenu les promesses du fruit. Il a été l'épicentre de la politique centrafricaine, sans succès. Dans le cas François Bozizé, il n'a pas exercé la vigilance recommandée par Edgar Quinet, qui exige de ne pas se tromper sur la personnalité qui tient le gouvernail (3).

Le Centrafrique n'a toujours pas trouvé, formé, éduqué et instruit la centaine de jeunes gens capables d'assurer son salut. Hélas !

### **3 – La COD-2020, ou l'illusion d'un nouvel rassemblement de l'opposition démocratique.**

En ce début du mois de février 2020, une quinzaine de partis politiques se sont regroupés pour créer la Coalition de l'opposition démocratique dont l'acronyme, COD-2020, s'apparente étrangement aux coordonnées d'un objectif militaire assigné à une section d'artillerie, celles d'une colline ennemie à bombarder et à réduire à néant.

La présence de l'ancien général François Bozizé dans cet aréopage n'est sans doute pas étrangère à cette impression. A part cette présence, la COD-2020 ressemble comme une goutte d'eau à l'ancien rassemblement E Zingo Biani, qui a vu le jour il y a un an à peine.

La COD-2020, dont la présidence tournante – une incongruité – a été confiée pour les trois prochains mois à Anicet-Georges Dologuélé, vise deux objectifs :

- lutter contre l'insécurité et la violation des libertés publiques par le pouvoir en place ;
- veiller à ce que la démocratie soit respectée au travers d'élections présidentielles transparentes, inclusives et démocratiques avec au sortir, des résultats incontestables.

On se surprend à sourire. Ce n'est pas la première initiative du genre en RCA où les alliances de circonstance sont légions mais ont une existence éphémère. On se souvient de la Convention des forces vives de la nation, du Front pour l'annulation et la reprise des élections de 2011, etc. Sans doute échaudés par ces précédents foireux, le Mouvement pour la libération du peuple centrafricain et le Rassemblement démocratique n'émargent pas sur la liste de cette coalition.

La COD-2020 aurait été mieux inspirée de se donner tout de suite un candidat unique pour les présidentielles de décembre prochain. Mais elle ne le peut, car tous les responsables de cette alliance seront tous candidats, chacun courant dans son couloir. La stratégie vise ici à conforter la présence et la candidature de François Bozizé. Il s'agit de passer outre les décisions éventuelles d'invalidation de la Cour constitutionnelle. Leur échec est cependant programmé.

Pour autant, sauf tricherie, la réélection de l'actuel hôte du Palais de la Renaissance n'est pas assurée, loin s'en faut. Mû par le « désir mimétique » de ses prédécesseurs, le président Touadéra est à l'image de ces greffons qui ne donnent que d'âcres et nains bourgeons. L'exemple en est donné par les dernières diatribes d'un certain Kossimatchi, prétendument coordinateur général de Talithakhum, une nébuleuse du pouvoir.

### **4 – Didatien Kossimatchi accuse le Cardinal Nzapalainga de faire de la politique.**

En s'en prenant à la personnalité du Cardinal Nzapalainga, s'appuyant sur la bulle papale du concile de Latran de 1929 qu'il n'a pas lue, M. Kossimatchi crache sur l'épiscopat et l'église catholique de Centrafrique dans son ensemble. Il oublie que le clergé de notre pays a payé un lourd tribut à la crise qui sévit en RCA. En effet, plus d'une dizaine de prêtres catholiques ont perdu la vie pour avoir protégé de leur corps les populations civiles de toute confession qui se sont rassemblées sous la croix du Christ. Les derniers de ces martyrs ont pour nom, Prospère Blaise MADA et Célestin

NGOUMBANGO, de la paroisse d'Alindao.

M. Kossimatchi ne peut en dire autant, lui qui ne sort du soupirail de la présidence de la République que pour distiller le venin de la haine, oubliant au passage ses obligations de réserve en qualité de fonctionnaire de l'Etat. Il persiste dans l'ignominie en accusant le Cardinal d'avoir détourné trois milliards de francs CFA de fonds publics. Plus encore, M. Kossimatchi propage des rumeurs vieilles de cinq ans, lesquelles ciblent un certain nombre de personnalités politiques, accusées d'être à la solde des groupes armés.

L'intelligence et le droit voudraient que l'accusateur, qui est le témoin de ces méfaits, apporte les preuves de ses allégations au procureur de la République, sauf à tomber sous le coup de la loi, pour non dénonciation de crimes ou délits, de dénonciation calomnieuse et complicité de crimes de violations des droits humains, d'incitation à la haine, lui qui soutient un gouvernement coupable de violer les articles 28 et 29 de la constitution centrafricaine.

Les limites de la calomnie sont franchies lorsque M. Kossimatchi, par une scandaleuse pirouette qui se veut mot d'esprit, assimile la coalition de l'opposition démocratique, COD-2020, au virus d'un éventuel Covid-20. Le proverbe dit : diaboliser l'ennemi c'est déjà perdre la guerre.

La politique est chose trop sérieuse pour être laissée aux politiciens, surtout lorsqu'ils ont piètre envergure et mauvaise qualité.

Le président Touadéra a tort de faire appel à de tels satrapes pour défendre un bilan très mitigé (4) : sur le présent, le député Mapenzi est réélu premier vice-président de l'assemblée nationale, le gouvernement s'est empressé de nommer aux postes de préfet et sous-préfet des personnalités depuis longtemps disparues, a désigné comme maires des différentes communes du pays des personnes quasi illettrées, soumet à la démission les meilleurs généraux de l'armée, et, alors même que les combats entre groupes armés se poursuivent à Ndélé, avec leurs cohortes de morts et de populations déplacées, le président s'est ménagé une voie de retraite à Bérengo, dans l'antre de l'empereur déchu Jean-Bedel Bokassa.

Ce n'est pas encore la fin de règne, c'est juste la vie ordinaire en « Touadéraland », la chienlit !

Paris, le 07 mars 2020

Prosper INDO

*Économiste,*

*Consultant international.*

- (1) - *Yona Friedman : Comment vivre avec les autres, sans être chef et sans être esclave. Édition L'Éclat, Paris.*
- (2) - *Abel Goumba : Les Mémoires et les Réflexions politiques du Résistant anticolonial, démocratique et militant Panafricaniste, Abel GOUMBA, Vol. n° 2, Collection Sambela, Édition Ccinia Communication, Paris 2009. pp.591 à 592.*
- (3) - *Edgar Quinet : L'enseignement du peuple. Édition Pagar, Paris.*
- (4) - *A l'expérience, certains ont conduit Laurent Gbagbo à La Haye, alors que d'autres traînent de longs casiers judiciaires d'escroquerie.*